

*La présidente péruvienne dit
qu'elle ne comprend pas*



Par Roberto Morejón

Même les trois grandes manifestations qui ont eu lieu au Pérou contre la poursuite de son mandat, en faveur d'élections anticipées et de la fermeture du Congrès corrompu, n'ont pas modifié le discours de la présidente désignée, Dina Boluarte.

La fonctionnaire obstinée reste dans le fauteuil présidentiel, soutenue par les baïonnettes de la police et de l'armée, parce qu'elle est désavouée dans les villes et les campagnes.

Cela a été démontré une fois de plus dans les rues de Lima et à proximité du Congrès méprisé, qui est dominé par la droite pro-Fujimori.

Pour la troisième fois depuis décembre dernier, lorsque la droite, les oligarchies et les élites de Lima ont réussi à destituer Pedro Castillo, les Péruviens ont organisé des marches, pour la plupart pacifiques, afin de réitérer leurs demandes, jusqu'à présent restées lettre morte.

La première présidente désignée dit ne pas comprendre ce qui se passe et a de nouveau ordonné la militarisation du pays, mobilisant 24 000 soldats, des chars, des bombes lacrymogènes et d'autres engins.

Tous ces moyens sont nécessaires pour contenir la menace qui pèse sur la démocratie, affirme Mme. Boluarte, sans cesser d'analyser les arguments des membres du gouvernement, du Congrès et des élites de Lima, qui les considèrent comme des terroristes.

En sept mois de pouvoir, Boluarte est entré dans un volcan, avec à peine une trêve intermédiaire, obtenue après avoir étouffé les protestations précédentes.

Le bilan de 67 morts tombe sur le dos de Boluarte, assiégé par le bureau du procureur.

Mais elle maintient sa présomption d'innocence et se dit victime du Congrès.

Parce que - dit-elle - ils ont rejeté ses propositions d'élections anticipées, réclamées par la rue, celle-là même qui réclame la convocation d'une Assemblée constituante pour modifier la Grande Charte.

Personne ne croit en la dirigeante. Chaque fois qu'elle prend la parole, elle enflamme les esprits du peuple péruvien, y compris ceux qui demandent justice pour la mort de leurs proches aux mains de la police.

En réponse, la présidente a pris ses distances avec les pays d'Amérique latine, d'où ils ont remis en question les mesures prises à l'encontre de Pedro Castillo.

Au Congrès, ils exigent le retrait du Pérou des organisations internationales qui ont critiqué l'usage excessif de la force entre décembre et février.

Le bureau du médiateur, un organisme autonome qui surveille les troubles sociaux, indique que durant la période mentionnée, sur un total de 1 327 manifestations, seulement 11 % ont été violentes.

Qui fait donc usage de la force ?

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/329184-la-presidente-peruvienne-dit-quelle-ne-comprend-pas>



Radio Habana Cuba